



COMPOSITION DU CAHAI

Membres, observateurs et participants

Sous l'autorité du Comité des Ministres, le CAHAI est chargé d'examiner la faisabilité et les éléments potentiels, sur la base de larges consultations multipartites, d'un cadre juridique pour le développement, la conception et l'application de l'intelligence artificielle, fondé sur les normes du Conseil de l'Europe en matière de droits de l'homme, de démocratie et d'État de droit.

Sa composition unique, comme le reconnaît explicitement son mandat, est très représentative de la diversité des parties prenantes de l'IA.

*Le CAHAI rassemble **129** représentants : outre les **47** États membres du Conseil de l'Europe, qui sont membres du comité, **6** États observateurs, **24** organes du Conseil de l'Europe, **9** organisations internationales, **26** sociétés Internet et, enfin, **17** organisations de défense des droits de l'homme, de la société civile et universitaires sont impliquées dans les activités du CAHAI.*

Composition
du CAHAI

Fiche

Gouvernance de
l'intelligence
artificielle

www.coe.int/cahai

47 ÉTATS MEMBRES

Des représentants des **47 Etats membres du Conseil de l'Europe**, ayant une expertise reconnue dans le domaine de la gouvernance numérique et des implications juridiques du fonctionnement des différentes formes d'IA, ont été désignés par leurs gouvernements respectifs.

6 ÉTATS OBSERVATEURS

- Canada
- Saint-Siège
- Israël
- Japon
- Mexique
- États-Unis d'Amérique

24 ORGANES, INSTITUTIONS ET COMITÉS DU CONSEIL DE L'EUROPE

- Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (PACE)
- Congrès des pouvoirs locaux et régionaux
- Cour européenne des droits de l'homme
- Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe
- Conférence des OING du Conseil de l'Europe
- Comité ad hoc pour les droits de l'enfant (CAHENF)
- Conseil consultatif de la jeunesse (CCJ)
- Comité consultatif sur la protection des données (T-PD)
- Fonds de soutien à la culture (EURIMAGES)
- Observatoire européen de l'audiovisuel
- Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI)
- Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ)
- Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC)
- Comité européen sur la démocratie et la gouvernance (CDDG)
- Comité européen de coopération juridique (CDCJ)
- Comité directeur européen pour la jeunesse (CDEJ)
- Commission pour l'égalité des genres (GEC)
- Comité directeur pour l'anti-discrimination, la diversité et l'inclusion (CDADI)
- Comité directeur de la culture, du patrimoine et du paysage (CDCPP)
- Comité directeur pour l'éducation, la politique et la pratique (CDPPE)
- Comité directeur pour les droits de l'homme (CDDH)
- Comité directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI)
- Comité d'experts sur l'évaluation des mesures de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (MONEYVAL)
- Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise)

9 ORGANISATIONS INTERNATIONALES

- Commission européenne
- Protection des données européennes (EDPS)
- Agence des droits fondamentaux (FRA)
- Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)
- Organisation de coopération et de développement économiques (OECD)
- Organisation mondiale de la santé (WHO)
- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)
- Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (OHCHR)
- Fonds international d'urgence pour l'enfance des Nations Unies (UNICEF)

26 ENTREPRISES PARTENAIRES DE L'INTERNET DU CONSEIL DE L'EUROPE

- Apple
- AT&T
- BT
- Cloudflare
- Association de l'industrie informatique et des communications (CCIA)
- Deutsche Telekom
- L'Europe numérique
- Salesforce (précédemment Element AI)
- ETNO Opérateurs de réseaux de télécommunications en Europe
- EuroISPA
- Alliance numérique européenne pour les PME
- Association européenne des opérateurs de réseaux de télécommunications (ETNO)
- Facebook
- Initiative pour un réseau mondial (GNI)
- Google
- Association GSM (GSMA)
- IBM
- ICCO
- IEEE SA
- Intel
- Internet Society (ISOC)
- Microsoft
- Kaspersky
- Orange
- RIPE NCC
- Telefónica

17 ORGANISATIONS DE DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME, DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET DU MONDE

- Access Now (AN)
- Institut de transparence de l'IA (AITI)
- Alliance sur l'intelligence artificielle (ALLAI)
- Plate-forme de veille algorithmique (AWP)
- Réseau européen des institutions nationales des droits de l'homme (ENNHRI)
- Conseil des Barreaux d'Europe (CCBE)
- Institut européen d'expertise et de l'expert (EEEI)
- Homo Digitalis (HD)
- Human Rights Watch (HRW)
- Institut national de recherche en sciences et technologies du numérique (INRIA)
- Association internationale du barreau (IBA)
- Chambre de commerce internationale (ICC)
- Centre international de recherche sur l'intelligence artificielle (IRCAI)
- MEDIALAWS
- La société du futur (TFS)
- Centre pour l'IA et la politique numérique (CAIDP) de l'Institut Michael Dukakis
- Association européenne des professionnels de la protection des données (EADPP)